

Le vrai coût de l'alimentation en Suisse

Premier Action Lab - 6 Octobre 2022

Points clés

RÉSUMÉ

Les Action Labs sont des plateformes multipartites d'Enterprise for Society (E4S) qui rassemblent des acteurs de premier plan issus du monde universitaire, de l'industrie et du gouvernement afin de déterminer une vision commune et un plan d'action convenu en commun dans des domaines clés pour contribuer à la transition vers une économie plus durable, résiliente et inclusive.

En octobre 2022, E4S, en collaboration avec l'Integrative Food and Nutrition Center (IFNC) de l'EPFL et l'Institut de géographie et de durabilité (IGD) de l'UNIL, a organisé un Action Lab sur le coût réel de l'alimentation en Suisse. Cette rencontre était structurée autour de deux sessions, l'une avec quatre courtes présentations sur la comptabilisation du vrai coût de l'alimentation (dès lors TCAF, True Cost Accounting for Food) et le projet académique à l'origine de l'initiative, et la seconde avec des discussions interactives autour de tables. Dans la seconde partie, le public a été invité à répondre à trois questions principales, à savoir : (i) Quelles sont les opportunités et les obstacles pour leur organisation à mettre en œuvre le TCAF en Suisse ? (ii) Dans quelles conditions le TCAF peut-il être mis en œuvre en Suisse ? (iii) Que peut faire leur organisation (ou eux-mêmes) pour y contribuer ? Tous les participants étaient considérés à la fois comme des détenteurs et des destinataires de connaissances, ce qui a permis des discussions riches et franches conduisant à l'émergence d'une vision commune pour le TCAF en Suisse¹.

La majorité des participants ont convenu que le TCAF est un **outil puissant** puisqu'il fournit une vue d'ensemble sur un large éventail d'externalités du système alimentaire. Il a été décrit comme étant une **opportunité** pour réfléchir et créer un changement dans notre système de valeurs ; pour créer des politiques cohérentes liées aux systèmes alimentaires ; et pour créer des incitations pour les acteurs des systèmes alimentaires à réduire leurs impacts négatifs.

Parmi les **obstacles** à la mise en œuvre du TCAF, les participants ont mentionné la complexité de la méthodologie et de l'approche, l'existence d'un certain nombre d'autres outils mesurant les impacts des systèmes alimentaires, l'absence de leadership et de responsabilité pour la mise en œuvre du TCAF, l'accès aux données sur les chaînes de valeur, la tâche difficile de toucher aux mécanismes de fixation des prix et la nature politique du TCAF, qui soulève la

¹ La réunion s'est déroulée selon la règle de Chatham House : "Lorsqu'une réunion, ou une partie de celle-ci, se déroule selon la règle de Chatham House, les participants sont libres d'utiliser les informations reçues, mais ni l'identité ni l'affiliation de l'orateur ou des oratrices, ni celle de tout autre participant, ne peuvent être révélées."

nécessité d'un large soutien public pour la mise en œuvre du TCAF par le biais de taxes et de subventions.

En ce qui concerne les **voies de mise en œuvre**, différentes idées sont ressorties des discussions, telles que les mécanismes de compensation (par exemple, une combinaison de taxes et de subventions), y compris un mécanisme pour modifier le prix relatif des produits alimentaires tout en maintenant le budget global des ménages pour l'alimentation, et un mécanisme qui assurerait la redistribution équitable des coûts à travers les chaînes de valeur alimentaire. Il a été souligné que le projet devrait impliquer tous les acteurs clés, en particulier les agriculteurs.

Dans l'ensemble, le haut niveau d'engagement de l'auditoire et les résultats des discussions ont rassuré les responsables du projet sur la pertinence et l'actualité du projet.

PLUS EN DÉTAILS

A. Opportunités et forces

- Le TCAF fournit une **vue d'ensemble** des différents impacts des systèmes alimentaires, puisqu'il prend en compte leurs impacts sanitaires, sociaux et environnementaux.
- Le TCAF est un **outil de communication puissant** car les mesures monétaires sont facilement compréhensibles.
- Les sociétés **supportent déjà** les coûts des externalités cachées par le biais des systèmes de santé, du changement climatique ou des filets de sécurité sociale.
- La crise énergétique actuelle en Europe a accéléré l'adoption d'un certain nombre de mesures en faveur de systèmes énergétiques résilients. De la même manière, la flambée actuelle des prix des denrées alimentaires pourrait constituer un **terrain fertile** pour repenser la manière dont les aliments sont produits, consommés et valorisés, par le biais du TCAF.
- Un **mécanisme de compensation** (taxes et subventions) et une modification des prix relatifs pourraient avoir un impact positif et synergique sur la demande et la production de produits alimentaires.
- Des **systèmes de prix relatifs** pourraient être utilisés pour permettre la mise en œuvre du TCAF, soit au niveau du détail, soit par le biais de systèmes de points, par exemple par le biais des assurances santé.
- Le **contexte politique est favorable**: un certain nombre de politiques suisses récentes mentionnent le TCAF comme une voie à suivre (Orientation future des politiques agricoles, 2022 ; Stratégie climatique, 2022,...). En outre, le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires en 2021 a placé le TCAF haut sur l'agenda des organisations multilatérales.

A. Barrières et menaces

- Il n'existe **pas de méthodologie TCAF standardisée**, ce qui peut être bénéfique car cela permet une certaine flexibilité pour s'adapter aux objectifs et contextes spécifiques, mais cela peut aussi être un obstacle pour obtenir un large soutien pour la mise en

œuvre du TCAF. À la lumière de ce défi, il est important de communiquer la méthodologie de manière transparente, simple et compréhensible.

- De même, **une variété d'outils** qui mesurent différents impacts des systèmes alimentaires sont déjà disponibles, le TCAF pourrait donc être considéré comme un outil de plus dans le paysage de l'évaluation - le risque de réinventer la roue existe. Le projet devrait donc assurer un aperçu complet des outils existants et s'appuyer sur eux pour créer une méthodologie complète.
- Les **mécanismes de fixation des prix** ainsi que les **taxes et les subventions** sont difficiles à modifier. Compte tenu de la nature politique de ce sujet, il est nécessaire d'obtenir un large soutien du public.
- Il y a un **manque de leadership** pour mettre en œuvre le TCAF. Le fait qu'aucune institution n'ait pris l'initiative de développer et de mettre en œuvre une approche harmonisée du TCAF a été mentionné comme un risque de dispersion des efforts. La question de savoir quelle institution devrait prendre l'initiative et supporter le coût d'une telle initiative a été soulevée.
- Il est difficile d'obtenir des **données précises** sur les chaînes de valeur en raison du manque de transparence, notamment sur les marges. S'associer aux acteurs des systèmes alimentaires n'est pas une option si nous voulons mettre en œuvre le TCAF.

C. Voies de mise en œuvre

- La **communication et l'éducation** du grand public sont essentielles pour sensibiliser et obtenir un large soutien.
- Les **systèmes de valeurs** affectent la manière dont les sociétés évaluent les externalités et donc l'acceptabilité de l'approche TCAF. Il est donc nécessaire **d'aligner les valeurs et de changer les mentalités**, étant donné que le TCAF est essentiellement une question de valeurs. Par exemple, il est nécessaire d'inverser la logique de la quantité par rapport à la qualité.
- Il y a besoin de l'adhésion et d'un travail main dans la main avec des **acteurs clés** des systèmes alimentaires suisses, tels que les oligopoles du secteur de l'approvisionnement et de la vente au détail.
- Un **soutien politique fort** pour la mise en œuvre de l'approche TCAF.
- Les **fruits à portée de main "low hanging fruits"** doivent être identifiés et exploités pour des raisons d'urgence à changer nos systèmes.

PROCHAINES ÉTAPES

Le 2 novembre dernier, les initiateurs du projet (E4S, UNIL-IGD, et EPFL) ont soumis une proposition scientifique avec Unisanté (UNIL), le Laboratoire d'économie environnementale et urbaine (LEURE-EPFL), le Centre pour la responsabilité et la durabilité des entreprises (CCRS-HEGFR), le Centre pour le développement et l'environnement (CDE-UNIBE), et la Faculté des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL-BFH) au fonds SINERGIA (CHF 3.2M) du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Le consortium tient à remercier les différents participants et leurs institutions pour les lettres de soutien reçues pour ce projet. Les résultats seront communiqués d'ici mai 2023.

D'ici là, nous allons maintenir la dynamique avec un événement de suivi en 2023. La date et les modalités de cet événement seront communiquées dans le premier trimestre 2023. Un white paper sur l'état de la littérature et les résultats de notre premier Action Lab sera également publié d'ici à Février.

COUVERTURE MÉDIATIQUE ET RESEAUX SOCIAUX

Heidi News. (10 October 2022). [«Ce n'est pas normal qu'une lasagne du bout du monde coûte moins cher que trois courgettes zurichoises»](#) - Heidi.news

Le Temps. (1 November 2022). [La vérité des coûts comme levier d'action](#) - Le Temps

E4S. LinkedIn Posts. ([12 October 2022](#), [7 October 2022](#), [6 December 2022](#)).

GRAPHICAL HARVESTING

